

Brochure n° 3134

Convention collective nationale

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**
(6^e édition. – Octobre 2004)

AVENANT N° 1 DU 16 DÉCEMBRE 2004
RELATIF AU PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES

NOR : *ASET0550053M*
IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO,

D'autre part,

Article 1^{er}

Il est inséré, entre le 4^e et 5^e alinéa de l'article 3.2.3 de l'accord du 28 février 2003 un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les employeurs qui ont décidé d'abonder les versements sont tenus de choisir au minimum le système n° 1 avec un plafond minimum de 188 €. En cours d'année, les employeurs ont la possibilité de substituer au système choisi au mois de janvier un système plus avantageux et/ou de relever le montant du plafond jusqu'à un maximum de 2 300 €. Ces nouvelles dispositions sont alors portées à la connaissance des salariés au plus tard le 31 octobre de l'année en cours. »

Article 2

Il est inséré, entre le 5^e et le 6^e alinéa de l'article 10 de l'accord du 28 février 2003, 2 nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« A défaut d'avoir été constitué ainsi qu'il est dit au 2^e alinéa du présent article, le conseil peut valablement délibérer lorsque sont présents au minimum :

- 2 membres du collège salariés ;
- et 2 membres du collège employeurs. »

« Les organisations syndicales signataires du présent accord sont destinataires des procès-verbaux des réunions du conseil, même si elles n'y ont pas encore désigné de représentants. »

Article 3

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Publicité. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur le jour suivant celui de son dépôt.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés, au moyen d'une copie qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émarginée par tous les membres du personnel.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 133-8 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 16 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)